

Comptes Annuels Réglt 2018-06

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE

8 RUE EUGENE OUDINE

75013 PARIS 13

APE : 9499Z

SIRET : 77568560500054

Sommaire

1. Comptes annuels	1
Attestation d'Expert Comptable	3
Bilan actif	4
Bilan passif	5
Compte de résultat	6
Annexe	9
<i>Règles et méthodes comptables</i>	10
<i>Faits caractéristiques</i>	13
<i>Notes sur le bilan</i>	14
<i>Notes sur le compte de résultat</i>	21
<i>Autres informations</i>	23
2. Détail des comptes	25
Bilan détaillé	27
Compte de résultat détaillé	31

Comptes Annuels Réglé 2018-06

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Attestation d'Expert Comptable

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 26/06/2017, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 14 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euro
Total bilan	2 797 979
Total des ressources	1 813 109
Résultat net comptable (Excédent)	

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à LEVALLOIS PERRET

Le 07/04/2025

Nicolas POMMIER

Expert-comptable

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Frais d'établissement</i>	256 600	256 600		
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	499 684	420 371	79 313	117
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	21 558	20 271	1 286	1
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 664 322	1 516 013	148 309	175
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	103 399		103 399	73
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	4 152	4 152		
<i>Autres immobilisations financières</i>	3 441		3 441	3
Total I	2 553 156	2 217 408	335 748	372
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	108		108	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	532 926	82 221	450 705	557
<i>Autres créances</i>	1 363 607		1 363 607	1 009
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	486 002		486 002	1 143
<i>Charges constatés d'avance</i>	161 809		161 809	198
Total II	2 544 452	82 221	2 462 231	2 908
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 097 608	2 299 629	2 797 979	3 281
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	933 500	933
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	281 889	281
Report à nouveau	-1 254 693	-1 258
Excédent ou déficit de l'exercice		3
Situation nette (sous-total)	-39 305	-39
Subventions d'investissement	44 909	53
Total I	5 605	14
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		32
Total II		32
PROVISIONS		
Provisions pour risques	30 750	18
Provisions pour charges	141 422	126
Total III	172 172	145
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	203 922	331
Emprunts et dettes financières diverses	883	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	15 852	15
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	510 502	422
Dettes fiscales et sociales	901 953	1 050
Autres dettes	85 471	69
Produits constatés d'avance	901 619	1 197
Total IV	2 620 202	3 089
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 797 979	3 281
(1) Dont à plus d'un an (a)	203 922	
Dont à moins d'un an (a)	2 400 428	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services <i>Ventes de prestations de services</i>	1 780 260	1 882 796
Produits de tiers financeurs <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	4 666 923	4 585 426
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	13 745	59 531
Utilisation des fonds dédiés	32 849	
Autres produits	49 695	85 273
Total I	6 543 472	6 613 025
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	1 679 286	1 839 281
Impôts, taxes et versements assimilés	235 745	250 230
Salaires et traitements	3 051 075	2 938 481
Charges sociales	1 421 833	1 353 833
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	195 921	131 331
Dotations aux provisions	34 829	82 028
Autres charges	24 319	17 841
Total II	6 643 007	6 613 024
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-99 535	1
PRODUITS FINANCIERS		
Différences positives de change	15 103	875
Total III	15 103	875
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 048	3 001
Total IV	2 048	3 001
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	13 055	-2 126

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-86 480	-2 126
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	112 602	68 998
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 599	8 599
Total V	121 202	77 597
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 396	71 953
Sur opérations en capital	3 596	
Total VI	4 992	71 953
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	116 210	5 644
Impôts sur les bénéfices (VIII)	29 730	210
Total des produits (I+III+V)	6 679 778	6 691 497
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 679 778	6 688 188
EXCEDENT OU DEFICIT		3 309

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	81 650	81 650
Total	81 650	81 650
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Comptes Annuels Réglé 2018-06

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 797 979 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de 0 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2024 par les dirigeants de l'association.

Les transactions avec les parties liées ont été réalisées aux conditions normales de marché.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Mise à disposition des locaux

Aux termes d'une convention passée le 17 Février 1972 entre la ville de Paris et l'Etat, ce dernier a réalisé les équipements sis dans l'enceinte du Centre Sportif Emile Anthoine, 9 rue Jean Rey, 101 quai Branly Paris 15ième. Les équipements réalisés sont devenus propriété de la ville de Paris, par contre les locaux affectés au fonctionnement du CIDJ ont été concédés à l'Etat pour une durée de 30 ans à compter de la date de réception des travaux (27 Juillet 1978). Les dispositions de cette convention ont été prorogées jusqu'au 26 Juillet 2013, par courrier adressé par la Mairie de Paris au CIDJ.

Depuis novembre 2013, une convention d'occupation des locaux a été conclue, à titre gratuit, entre la Mairie de Paris et le CIDJ. Convention renouvelée le 06/10/2017.

En juillet 2021, le Cidj a déménagé sur 2 sites, le siège administratif est situé au 8 rue Eugène Oudiné à Paris. Le loyer est remboursé par l'Etat sous forme de subvention. En parallèle une convention d'occupation temporaire des locaux a été conclue, à titre gratuit, entre la Mairie de Paris et le CIDJ, pour les nouveaux locaux qui accueillent les services au public, place du Louvre.

La valeur locative de ces locaux pour l'année 2022 est de 81.650€.

Application de l'instruction du 15 Septembre 1998 (fiscalité des associations)

Les activités de l'association CIDJ n'entrent pas dans le champ d'application de la fiscalité (impôt société et CET) à l'exception des ventes relevant de :

- La diffusion d'éditeurs
- Les encarts publicitaires

Les recettes émanant de ces opérations ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'administration des impôts.

Règles et méthodes comptables

Modalités d'exercice des droits à déduction en matière de TVA

L'association est en conformité avec les dispositions du décret n° 2007-566 du 30 Avril 2007.

A ce titre, en application de l'article 209 annexe II du CGI, les opérations situées hors champ d'application de la TVA ont été comptabilisées dans des comptes distincts afin de déterminer les droits à déduction.

Les opérations situées hors champ d'application de la TVA sont celles réalisées à titre gratuit (principalement l'accueil, l'information du public, l'animation du réseau Information Jeunesse).

Les opérations entrant dans le champ d'application de la TVA sont celles réalisées à titre onéreux. Elles ont été sectorisées comme suit:

- opérations de publication relevant du régime en faveur de la presse périodique (publication d'Actuel CIDJ)
- autres opérations taxées (librairie, recettes publicitaires)
- opérations exonérées eu égard au caractère non lucratif de l'association (article 209 annexe II CGI et doctrine administrative 3D1722 n°37 et 38).

Les dépenses communes à l'ensemble des activités du CIDJ sont soumises à un coefficient de déduction qui tient compte :

- du rapport entre la masse salariale des activités communes et la totalité de la masse salariale
- du rapport entre le chiffre d'affaires taxé et la totalité du chiffre d'affaires.

Engagements de retraite

Conformément à la recommandation du CNC 2013-02, l'association CIDJ a constitué une provision pour retraite d'un montant de 126 438 €. Le seuil des 250 salariés n'étant pas atteint, l'association a choisi de ne pas appliquer la méthode actuarielle préconisée et d'estimer les engagements en matière de retraite uniquement pour le personnel ayant au moins 60 ans révolus à la date d'établissement des comptes.

Pour 2023, la méthode appliquée consiste donc à calculer la provision retraite au personnel âgée de 60 ans ou plus. Un pourcentage est appliqué à la provision selon la tranche d'âge pour tenir compte du risque de partir à la retraite. Un taux de 100% est appliquée au personnel de 62 ans ou plus, un taux de 66% à 61 ans et 33% à 60 ans.

Pour 2024, la direction a souhaité tenir compte de la réforme d'Emmanuel Macron. L'âge de début de provision est maintenu à 60 ans mais le taux de 100% s'applique au personnel de 64 ans ou plus, 80% à 63 ans, 60% à 62 ans, 40% à 61 ans et 20% à 60 ans.

Application du décret n° 2008-1487 du 30 Décembre 2008

Les honoraires du commissaires aux comptes comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 15 463 € ttc.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs nationale triennale incluant les années 2023 à 2025 a été signée avec la DJEPVA. Elle intègre 1 232 605 € au titre du fonctionnement et 515 974€ au titre du remboursement du loyer.

Pour l'année 2023, une subvention exceptionnelle de 1 000 000 € a été versée en complément pour permettre la poursuite de l'activité et soutenir la pérennisation et la transformation de l'association avec la compensation du déficit prévisionnel à hauteur de 520 049,23 € et 479 950,77 € pour le financement d'actions complémentaires en 2024.

Sur le montant restant 446 217 € ont été affecté à la compensation du déficit de l'année 2024.

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs régionale triennale incluant les années 2023 à 2025 a été signée avec la Drajès. Elle intègre 1 059 566 € au titre du fonctionnement.

L'année 2024 aura été marquée par deux événements majeurs, en sus de l'activité courante de l'association.

D'une part, un projet de déménagement du rez-de-chaussée dans les locaux d'Oudiné s'est concrétisé, visant à réduire le loyer subventionné par la DJEPVA, et réduire les charges locatives supportées par l'association. 43% de la superficie totale a été rendue à l'été 2024.

D'autre part, tout au long de l'année ont été engagé des travaux pour refondre le projet associatif, mobilisant les salariés, le CODIR, le bureau de l'association, et le réseau national IJ. Ces travaux trouveront leur aboutissement en 2025.

En parallèle de ces deux projets, plusieurs mesures de gestion ont été engagées :

- Réduction des charges par la révision de l'ensemble des contrats et dépenses ;
- Développement de nouveaux produits par la mise en place d'opération de jobdating avec des entreprises partenaires ;
- Recouvrement des dettes par un suivi resserré et la sous-traitance à une société de recouvrement concernant les créances IJ Box et Actuel CIDJ.

Perspectives d'avenir - continuité de l'exploitation :

A la suite des travaux engagés en 2024 concernant la refonte du projet associatif, celui-ci est adopté en conseil d'administration du 7 avril 2025, adopté à 12 voix pour, 2 abstentions, et 1 vote contre. Il vise à clarifier le positionnement du CIDJ, préciser ses orientations stratégiques, faire évoluer son modèle socio-économique et repenser ses principes de gouvernance pour mieux maîtriser les risques pesant sur l'association.

Concernant le modèle socio-économique, il comprend un objectif de réduction des charges, par la mise en place d'un plan de départ volontaire, réalisé au cours du 1er semestre 2025, complété si nécessaire par des licenciements fin 2025.

Les perspectives 2025, établies par la Direction, se basent sur des hypothèses qui se veulent réalistes, avec des hypothèses pour évaluer les scénarii possibles. Elles se basent d'une part, sur le souci de réduire les dépenses autant que faire se peut, et d'autre part de maintenir un niveau de ressources constant dans un objectif de pérennisation de l'activité.

La situation de trésorerie est suivie de près mais reste critique. Malgré ces incertitudes sérieuses et significatives, du fait de précédentes décisions de gestion (souscription d'un PGE en 2020, investissements sur fonds propres majoritairement), nous restons convaincus que l'activité de l'association reste assurée si les efforts engagés sont poursuivis et les partenaires du CIDJ mobilisés dans sa pérennité.

Autres éléments significatifs

L'effectif moyen est de 65,70 ETP salariés pour l'année 2024 dont :

36,60 cadres

29,10 non-cadres

A noter le CIDJ se retrouvent avec plus de cadres que de non-cadres du fait du passage des assimilés cadres au statut cadres avec la refonte de la convention Eclat.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	256 600			256 600
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	481 183	26 004		499 684
Immobilisations incorporelles	737 783	26 004		756 284
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 558			21 558
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 044 521	9 461		1 049 569
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	602 794	15 414		614 754
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	73 856			103 399
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 742 730	24 875		1 789 279
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	7 593			7 593
Immobilisations financières	7 593			7 593
ACTIF IMMOBILISE	2 488 105	50 879		2 553 156

Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles - logiciels : amortissements sur une durée de 1 à 5 ans

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	256 600			256 600
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	363 456	5 521		420 371
Immobilisations incorporelles	620 056	5 521		676 971
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 909			20 271
- Installations générales, agencements aménagements divers	935 750	407		953 679
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	535 615	3 118		562 334
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 491 274	3 524		1 536 285
ACTIF IMMOBILISE	2 111 330	9 045		2 213 256

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 065 934 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	4 152		4 152
Autres	3 441		3 441
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	532 926	532 926	
Autres	1 363 607	1 363 607	
Charges constatées d'avance	161 809	161 809	
Total	2 065 934	2 058 341	7 593
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
SUBV.ETAT A RECEVOIR	1 179 109
Total	1 179 109

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	4 152			4 152
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières		82 221		82 221
Total	4 152	82 221		86 373
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		82 221		
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	933 500				933 500
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	281 889	3 309		3 309	281 889
Report à Nouveau	-1 258 002		3 309		-1 254 693
Excédent ou déficit de l'exercice	3 309	-3 309			
Situation nette	-39 305		3 309	3 309	-39 305
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	53 509			8 599	44 909
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	14 204		3 309	11 908	5 605

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	18 750				30 750
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	126 438	14 984			141 422
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	145 188	14 984			172 172
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		34 829	7 845		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 604 350 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	203 922			203 922
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	883	883		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	510 502	510 502		
Dettes fiscales et sociales	901 953	901 953		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	85 471	85 471		
Produits constatés d'avance	901 619	901 619		
Total	2 604 350	2 400 428		203 922
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	127 551			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACTURES A RECEVOIR	110 624
CONGES PAYES ET F.C. CDD	294 462
CHARGES C.P. ET IND.F.C.CDD	170 796
DIVERS CHARGES A PAYER	1 312
Total	577 194

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONST. D AVANCE	161 809		
Total	161 809		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PROD.CONSTATES D AVANCE	718 245		
Total	718 245		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
ABT ACTUEL CIDJ - 2.10%	601 796
ABT ACTUEL CIDJ - EX	23 931
ACTUEL WEB	791 638
FICHES ACTUEL -	
GUIDE SQR	23 560
KITS CLASSEURS TVA	6 107
KITS CLASSEURS EXO	682
RECETTES PUB.	196 064
FORMATION CATALOGUE EXO	22 896
PACK FORMATION 2024	34 500
PREST. DIVERSES - 20 %	44 374
PREST.DIVERSES - EX	30 963
RFECETTES PUB EXO	3 600
Autres produits activités annexes	150
TOTAL	1 780 260

Répartition par marché géographique

	31/12/2024
Ressources France	1 780 260
TOTAL	1 780 260

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 13 142 Euro

Honoraire des autres services : 2 320 Euro

Subventions d'exploitation

Notes sur le compte de résultat

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	229 200	3 036 450	377 000		687 057	4 666 907
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					8 599	8 599
						4 675 506

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Présidente de l'association - non rémunérée
 Directrice Générale - salariée - rémunérée par le CIDJ
 Directrice des Ressources Humaines, de l'Administration et des Finances – salariée - rémunérée par le CIDJ

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
DFRIP IDF LAICI	3 000	3 000				3 000	
INCUBATEUR	26 849	26 849				26 849	
DFRIP IDF LAICI	3 000	3 000				3 000	
Total	32 849	32 849				32 849	

Comptes Annuels Réglé 2018-06

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des comptes

Bilan détaillé

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
20400000 - INVEST. DE CREATION	256 600,00		256 600,00	256 600,00
28040000 - AMORT.INVEST.DE CREATI		256 600,00	-256 600,00	-256 600,00
	256 600,00	256 600,00		
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
20800000 - LOGICIELS	182 626,74		182 626,74	183 962,61
20830000 - LOGICIEL INTERNET	317 057,55		317 057,55	297 220,05
28080000 - AMORTISSEMENT LOGICIE		223 448,12	-223 448,12	-170 500,12
28083000 - AMORT.LOGICIEL INTERNE		196 923,21	-196 923,21	-192 955,71
	499 684,29	420 371,33	79 312,96	117 726,83
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage				
21540000 - EQUIPEMENTS TECHNIQU	21 557,84		21 557,84	21 557,84
28154000 - AMORT.EQUIPT TECHNIQU		20 271,41	-20 271,41	-19 908,82
	21 557,84	20 271,41	1 286,43	1 649,02
Autres immobilisations corporelles				
21810000 - INST.GEN.AGENC.AMENAG	1 049 568,86		1 049 568,86	1 044 521,38
21830000 - MATERIEL DE BUREAU	303 053,44		303 053,44	304 946,94
21831000 - MATERIEL INFORMATIQUE	311 700,08		311 700,08	297 847,47
28135000 - AMORT.INST.GALES ET AG		916 893,70	-916 893,70	-916 893,70
28181000 - AMORT.INST.GEN.AGENCT		36 785,68	-36 785,68	-18 856,12
28183000 - AMORT.MATERIEL BUREAU		292 126,47	-292 126,47	-290 687,98
28183100 - AMORT.MAT.INFORMATIQU		270 207,24	-270 207,24	-244 927,50
	1 664 322,38	1 516 013,09	148 309,29	175 950,49
Immob. en cours / Avances et acomptes				
23100000 - IMMOBILISATIONS EN COU	103 398,75		103 398,75	73 856,25
	103 398,75		103 398,75	73 856,25
Immobilisations financières				
Prêts				
27434000 - PRETS LOGT AU PERSONN	4 151,95		4 151,95	4 151,95
29744000 - PROV.PRETS LOGEMENTS		4 151,95	-4 151,95	-4 151,95
	4 151,95	4 151,95		
Autres immobilisations financières				
27500000 - DEPOTS ET CAUTIONS VE	3 440,94		3 440,94	3 440,94
	3 440,94		3 440,94	3 440,94
Total I	2 553 156,15	2 217 407,78	335 748,37	372 623,53
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes				
40910000 - FOUR. AV-AC VERSES / CD	108,00		108,00	
	108,00		108,00	
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
41100000 - CLIENTS DIVERS	276 050,84		276 050,84	257 831,74
41120000 - CLIENTS GESAB	57 630,40		57 630,40	152 730,38
41120001 - CLIENTS MAHALO	117 023,41		117 023,41	147 316,40
41610000 - CLIENTS DOUTEUX SVE	47 652,00		47 652,00	
41611000 - CLIENTS DOUTEUX	34 568,98		34 568,98	
49100000 - PROV.CLIENTS DOUTEUX		82 220,98	-82 220,98	
	532 925,63	82 220,98	450 704,65	557 878,52

Bilan détaillé

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Autres créances				
40100000 - Fournisseurs	673,99		673,99	6 167,41
42100000 - Personnel - rémunérations du				42 108,45
42110000 - Personnel - rémunérations du	41 307,81		41 307,81	
42500000 - AVANCE ACPTE PERSONN	14 050,00		14 050,00	13 850,00
42510800 - Avance Bertin				800,00
42512000 - AVANCE PREVOYANCE AT	2 200,00		2 200,00	2 200,00
42830001 - PROVISION SALAIRE MAQU	35 207,40		35 207,40	35 207,40
43110000 - URSSAF AUTEURS				3 434,00
43781000 - FORMATION CONTINUE	25 515,50		25 515,50	58 104,18
43810000 - CPAM INDEM.RECUES	6 719,63		6 719,63	13 832,96
43830100 - PROVISIONS CHARGES SO	15 764,31		15 764,31	15 764,31
44170000 - SUBV.ETAT A RECEVOIR	1 179 108,91		1 179 108,91	766 284,45
44562000 - TVA RECUP.S/INVESTISSE	2 391,28		2 391,28	4 456,03
44566110 - TVA DEDUCTIBLE 20%	3 021,43		3 021,43	4 317,95
44566120 - TVA DEDUCTIBLE 5.5 %	15,24		15,24	
44566140 - TVA DEDUCTIBLE 10%	2 071,00		2 071,00	
44566150 - TVA DEDUCTIBLE 2.1%	3,08		3,08	
44567000 - CREDIT TVA A REPORTER	7 078,00		7 078,00	5 182,00
44567100 - RBT CREDIT DE TVA				20 000,00
44577000 - TVA COLLECTEE 20%	0,63		0,63	
44586000 - TVA S/FACT.NON PARVENU	1 337,36		1 337,36	4 002,95
46740001 - SERVICE VOLONTAIRE EU	27 141,05		27 141,05	13 614,35
	1 363 606,62		1 363 606,62	1 009 326,44
Divers				
Disponibilités				
51220000 - BNP	122 585,44		122 585,44	253 395,71
51230000 - COMPTE REGATE/SOCIETE	10,00		10,00	10,00
51510000 - TRESOR PUBLIC	84 362,86		84 362,86	136 139,92
51740000 - BNP LIVRET A	79 488,07		79 488,07	77 172,88
51750000 - BNP COMPTE EPARGNE	199 490,08		199 490,08	676 701,86
53100000 - CAISSE GENERALE	65,77		65,77	
	486 002,22		486 002,22	1 143 420,37
Charges constatées d'avance				
48600000 - CHARGES CONST. D'AVAN	161 809,09		161 809,09	198 211,74
	161 809,09		161 809,09	198 211,74
Total II	2 544 451,56	82 220,98	2 462 230,58	2 908 837,07
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 097 607,71	2 299 628,76	2 797 978,95	3 281 460,60

Bilan détaillé

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	933 499,81	933 499,81
Première situation nette établie		
10210000 - FONDS DE FINANCEMENT	933 499,81	933 499,81
	933 499,81	933 499,81
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	281 888,90	281 888,90
Réserves pour projet de l'entité		
10685000 - FONDS RESERVE TRESORERIE	281 888,90	281 888,90
	281 888,90	281 888,90
Report à nouveau		
11000000 - REPORT A NOUVEAU	-1 254 693,27	-1 258 002,00
	-1 254 693,27	-1 258 002,00
Excédent ou déficit de l'exercice		3 308,73
Situation nette (sous-total)	-39 304,56	-39 304,56
Subventions d'investissement		
13100000 - SUBVENT.D'INVESTISSEMENT	94 983,40	94 983,40
13900000 - SUBV.INVEST.INSCRITES EN RESULTAT	-50 074,22	-41 474,75
	44 909,18	53 508,65
Total I	5 604,62	14 204,09
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		
19400000 - FONDS DEDIES S/SUBV. FONCT		32 848,87
		32 848,87
Total II		32 848,87
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
15110000 - Provisions pour litiges	30 750,00	18 750,00
	30 750,00	18 750,00
Provisions pour charges		
15300000 - PROV.IND.DEPART RETRAITE	141 422,44	126 438,44
	141 422,44	126 438,44
Total III	172 172,44	145 188,44
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
16400000 - EMPRUNT BNP 500 000.00	203 921,88	331 472,96
	203 921,88	331 472,96
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	203 921,88	331 472,96
Emprunts et dettes financières diverses		
16500000 - DEPOTS ET CAUTIONS RECUS	882,90	882,90
	882,90	882,90
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
41910000 - ACOMPTES CLIENTS RECUS	15 852,16	15 852,16
	15 852,16	15 852,16
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
40100000 - Fournisseurs	399 878,57	304 001,82
40810000 - FACTURES A RECEVOIR	110 623,79	118 622,91
	510 502,36	422 624,73
Dettes fiscales et sociales		
42820000 - CONGES PAYES ET F.C. CDD	294 461,97	283 533,09
43100000 - URSSAF	184 836,10	337 696,27
43110000 - URSSAF AUTEURS	1 068,00	

Bilan détaillé

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
43731000 - MUTUELLE	59 154,42	29 758,69
43733000 - PREVOYANCE HUMANIS	12 073,21	11 633,05
43733100 - PREVOYANCE NON CADRE AG2R	8 224,96	7 890,85
43735000 - RETRAITE	48 345,00	101 202,05
43780000 - C.E.	6 374,15	5 091,38
43782000 - PLAN VERSE UNIFORMATION	24 536,19	23 226,00
43783000 - INVESTISSEMENT LOGEMENT	13 518,97	12 950,38
43784000 - TAXE D'APPRENTISSAGE	987,53	928,55
43820000 - CHARGES C.P. ET IND.F.C.CDD	170 796,03	150 642,16
43840000 - MAISON DES ARTISTES		12 179,82
43850000 - AGESEA	1 447,42	1 447,42
44210000 - ETAT PRELEVEMENTS A LA SOURCE	16 110,28	14 407,48
44400000 - Etat - impôts sur les bénéfices	29 940,00	210,00
44566200 - TVA S/PRORATA DEFINITIF		741,00
44572000 - TVA COLLECTEE 2.10 %	14,35	14,62
44577000 - TVA COLLECTEE 20%		6 804,86
44710000 - TAXE SUR LES SALAIRES	30 064,00	50 265,00
	901 952,58	1 050 622,67
Autres dettes		
41100000 - CLIENTS DIVERS		1 737,20
46710000 - Collectif divers		1 419,80
46730000 - D/CR. CONTREMARQUES	3 200,00	3 200,00
46740001 - SERVICE VOLONTAIRE EUROP	80 959,53	63 617,15
46860000 - DIVERS CHARGES A PAYER	1 311,88	
	85 471,41	69 974,15
Produits constatés d'avance		
48700000 - PROD.CONSTATES D'AVANCE	901 618,60	1 197 789,63
	901 618,60	1 197 789,63
Total IV	2 620 201,89	3 089 219,20
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 797 978,95	3 281 460,60

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>		
70111000 - ABT ACTUEL CIDJ 2.1%	601 796	657 245
70111001 - ABT ACTUEL CIDJ - EX	23 931	16 976
70111600 - ACTUEL WEB	791 638	814 984
70121000 - FICHES ACTUEL -		2 300
70125000 - GUIDE SQR	23 560	7 320
70141000 - KITS - CLASSEURS TVA	6 107	3 955
70141001 - KITS- CLASSEURS EX	682	340
70151000 - RECETTES PUB	196 064	230 166
70151001 - RECETTES PUB. EXO	3 600	3 600
70610001 - FORMATION CATALOGUE EX	22 896	31 637
70610007 - PACK FORMATION 2023		36 050
70610008 - PACK FORMATION 2024	34 500	
70680000 - PREST.DIVERSES -	44 374	15 578
70680001 - PREST.DIVERSES - EX	30 963	62 645
70880000 - Autres produits activités annexes	150	
	1 780 260	1 882 796
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>		
74110000 - SUBV.MJSVA FONCTIONNEMENT	1 678 822	1 752 654
74111000 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE	530 974	515 974
74121000 - SUBV. DRJSCS ANIMATION RESEAU	1 059 566	1 059 566
74123000 - SUBV. DRJSCS DIVERS	50 000	
74130000 - SUBV. ETAT DIVERS	10 500	5 000
74150000 - SUBV. COM. EUROPEENNE	229 200	199 484
74154000 - SUBV. AFPEJA SVE	2 805	3 994
74210000 - SUBV. REGION IDF	200 000	125 000
74210001 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE REGION ID	150 000	
74211000 - AIDE PME	47 997	15 920
74310000 - SUBV. VILLE DE PARIS	68 000	68 000
74610000 - SUBV. ET. PUBLICS - ASP - FONJEP	45 560	42 642
74780000 - TAXE D'APPRENTISSAGE AFFECTEE FONCT	71 854	89 385
74800000 - APPEL A PROJET	472 146	692 506
74810000 - HANDIJEUNES	49 500	15 300
	4 666 923	4 585 426
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		
78150000 - REPR. PROV. P/CHARGES	7 845	28 151
78151000 - REP.PROV SALAIRES		27 181
79100001 - TRANSF.CH.EXPLOIT.EXON.	5 900	4 199
	13 745	59 531
Utilisation des fonds dédiés		
78940000 - REPORT RESS. PUBL. NON UTILISEES	32 849	
	32 849	
Autres produits		
75800000 - PROD. DIVERS GEST. COURANTE	56 747	77 833
75820300 - IJSS REMB EN ATTENTE	-7 052	7 440
75825000 - PROD.DIVERS GT CT EX		
	49 695	85 273
Total I	6 543 472	6 613 025

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes		
60221000 - ACHAT KITS ACTUEL	5 775	
60410000 - PRESTATIONS FORMATIONS	45 729	37 980
60611000 - E.D.F.	8 852	8 121
60630000 - FOURN.ENTR.PETIT EQUIPT	11 750	11 100
60640000 - FOURNITURES BUREAUX	4 757	3 255
60680000 - FOURNITURE INFORMATIQUE	8 471	7 940
61112000 - IMPRESSION	154 506	163 915
61120000 - SERVICES EXTERIEURS	352 513	370 698
61120100 - SERVICES EXTERIEURS CHARGES COMMUNE	19 364	
61121000 - ROUTAGE/MISE SOUS PLI	6 527	1 715
61122000 - SERVICES EXTERIEURS SITE	10 864	
61123000 - PRESTATIONS AUTEURS	15 724	8 450
61130000 - PRESTATIONS INTERNET	1 064	1 224
61320000 - LOCAT.IMMOBILIERES	442 186	540 201
61350000 - LOCAT.MOBILIERES CONTRAT	11 518	17 479
61350100 - LOCAT.MOBILIERES AUTRES	10 460	18 308
61350200 - LOC.MOB.HERBGT INTERNET	42 690	46 311
61351000 - LOCAT.MOBILIERES COPIEUR	19 699	13 838
61400000 - CHARGES LOCATIVES 13EME	127 815	168 179
61520000 - ENT/REPARATION LOCAUX	8 069	6 719
61521000 - NETTOYAGE LOCAUX	26 324	35 552
61551000 - ENT.REP.MATERIEL	8 742	75
61551100 - CONTRAT ENTR/MAINTENANCE	19 490	28 791
61551200 - CONTRAT ENTR. COPIEUR	12 114	18 824
61600000 - ASSURANCES	8 797	7 232
61810000 - DOC GALES TECHNIQUES	16 805	16 821
62110000 - INTERIM SURCROIT	2 298	527
62230000 - COMMISSION RECOUVREMENT	256	
62260000 - HONORAIRES DIVERS	28 885	52 378
62262000 - HONORAIRES COMPTABLES	52 583	51 028
62310000 - INFORMATION PUBLICITE	26 330	20 297
62310300 - MAILING PROSPECTION	2 659	4 425
62380000 - POURBOIRE DONS CADEAUX	2 462	3 682
62410000 - TRANSPORT S/ACHATS	1 028	2 613
62510000 - VOYAGES DEPL.PERSONNEL	2 556	7 686
62520000 - FRAIS DE RENCONTRES	47 785	54 349
62560000 - INVITATIONS	431	5 787
62570000 - RECEPTIONS	581	247
62630000 - AFFRANCHISSEMENTS	60 380	49 313
62650000 - TELEPHONE ET FAX	577	3 641
62651000 - TEL.PORTABLE/DIRECTE	7 482	8 351
62660000 - CONNEXION INTERNET	30 782	25 938
62750000 - SERVICES BANCAIRES	1 799	2 033
62810000 - COTISATIONS	4 670	8 184
62811000 - COTISATION ERYICA	5 135	6 074
	1 679 286	1 839 281
Impôts, taxes et versements assimilés		
63110000 - TAXE S/SALAIRES TOTALE	127 200	133 485
63111000 - TAXE S/SALAIRES PARTIELLE	35 786	36 116
63130000 - FORMATION BUDGET MUTUALISE		34 533
63131000 - FORMATION BUDGET NON MUTUALISE	36 047	

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
63140000 - COTISATION LOGEMENT	13 518	12 950
63350000 - TAXE D'APPRENTISSAGE	7 744	7 016
63780000 - TAXES DIVERSES	15 449	26 130
	235 745	250 230
Salaires et traitements		
64110000 - APPOINTEMENTS TAXES TOTALES	1 290 059	1 280 455
64110001 - APPOINTEMENTS TAXE/SAL PART	687 326	691 535
64110002 - APPOINTEMENTS EXO TAXE/SAL	996 087	905 762
64110003 - INDEMNITES NETTES TELETRAVAIL/INFLA	11 194	10 886
64111000 - INDEM. DEPART RETRAITE TOT.TAXE/SAL	30 434	
64120000 - CONGES PAYES ET IND.F.C. CDD	31 083	46 731
64171000 - INDEM. DE STAGES NON ASSUJETTI	1 576	1 503
64180000 - IND. LIC. RUPT.CONV.	3 316	1 610
	3 051 075	2 938 481
Charges sociales		
64510000 - URSSAF	993 010	928 393
64531000 - MUTUELLE MGEN	52 653	48 235
64533000 - PREVOYANCE HUMANIS	33 157	32 284
64535000 - RETRAITE AG2R ARRCO NON CADRE	242 461	236 144
64535100 - PREVOYANCE AGRR	14 103	12 633
64591000 - ALLEGEMENT CHARGES	-52 203	-39 457
64720000 - COMITE D'ENTREPRISE	46 260	44 317
64750000 - MEDECINE TRAVAIL/PHARM.	11 185	9 359
64760000 - CARTE ORANGE	31 859	30 661
64771000 - TICKETS CANTINE	3 396	6 303
64772000 - CHEQUES RESTAURANT	41 757	40 146
64820000 - CHARGES COTISAT.DIVERSES	4 195	4 816
	1 421 833	1 353 833
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
68110000 - DOT.AMORT.IMMO.INCORPOR.	59 116	79 448
68112000 - Dot. amort. s/immobil. corporel.		164
68120000 - DOT.AMORT.IMMO.CORPOR.	54 584	51 719
68174000 - DOT.P/DEPRECIATION CREANCES	82 221	
	195 921	131 331
Dotations aux provisions		
68150000 - DOT.PROV.RISQ ET CH.EXPL	34 829	82 028
	34 829	82 028
Autres charges		
65160000 - DROITS D'AUTEUR ET DE RE	19 457	16 412
65800000 - CH.DIVERSE GESTION COUR.	4 861	688
65811000 - TVA S/PRORATA DEFINITIF		741
	24 319	17 841
Total II	6 643 007	6 613 024
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-99 535	1
PRODUITS FINANCIERS		
Différences positives de change		
76610000 - INTERETS CREDITEURS	15 103	875
	15 103	875
Total III	15 103	875
CHARGES FINANCIERES		

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
Intérêts et charges assimilées		
66161000 - INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES ASI	2 048	3 001
	2 048	3 001
Total IV	2 048	3 001
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	13 055	-2 126

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-86 480	-2 126
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
77200000 - Produits des exercices antérieurs	83 192	3 500
77280000 - PROD. EXCEPT. S/EX. ANTER.	29 411	65 498
	112 602	68 998
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
77700000 - QUOTE PART DES SUBVENTIONS D INVEST	8 599	8 599
	8 599	8 599
Total V	121 202	77 597
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
67120000 - PENALITE AMENDE	1 396	
67200000 - Charges sur exercices antérieurs		3 200
67210000 - CHARGE EXCEP.S/EX ANT.		68 753
	1 396	71 953
Sur opérations en capital		
67500000 - VNC DES IMMOB.CEDEES	3 596	
	3 596	
Total VI	4 992	71 953
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	116 210	5 644
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
69500000 - IMPOTS SUR LES BENEFICES	29 730	210
	29 730	210
Total des produits (I+III+V)	6 679 778	6 691 497
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 679 778	6 688 188
EXCEDENT OU DEFICIT		3 309

D. Associations

8 rue Bayen
75017 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'ASSOCIATION
«CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE »

Exercice clos le 31 décembre 2024

Siège social : 8 Rue Eugène Oudiné 75013 PARIS

Société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros
Société de Commissariat aux comptes inscrites à la Compagnie de Versailles
895 198 588 RCS Paris

D. Associations

8 rue Bayen
75017 Paris

« Centre d'information et de documentation jeunesse »
8 Rue Eugène Oudiné
75013 Paris

«CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association **« Centre d'Information et de Documentation Jeunesse »**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **« Centre d'Information et de Documentation Jeunesse »** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie **« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels »** du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits caractéristiques » - « Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable » - « Perspectives d'avenir – continuité de l'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

➤ Les produits constatés d'avance :

Nous avons vérifié le bien-fondé de la reprise de la subvention exceptionnelle comptabilisée en produits constatés d'avance et destinée à couvrir le déficit de l'exercice 2024, décrite dans la note de l'annexe portant sur les faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable. Nos travaux de validation étaient basés sur l'analyse de la convention respective et les conditions requises pour l'utilisation de la subvention.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 juin 2025

SAS D.Associations

Représentée par Jörg SCHUMACHER

Signé par :

1121F95C5801420...

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE Comptes Annuels Réglt 2018-06**Bilan actif**

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Frais d'établissement</i>	256 600	256 600		
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	499 684	420 371	79 313	117 727
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	21 558		21 558	1 649
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 664 322	1 536 285	128 038	175 950
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	103 399		103 399	73 856
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	4 152	4 152		
<i>Autres immobilisations financières</i>	3 441		3 441	3 441
Total I	2 553 156	2 217 408	335 748	372 624
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	108		108	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	532 926	82 221	450 705	557 879
<i>Autres créances</i>	1 363 607		1 363 607	1 009 326
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	486 002		486 002	1 143 420
<i>Charges constatés d'avance</i>	161 809		161 809	198 212
Total II	2 544 452	82 221	2 462 231	2 908 837
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 097 608	2 299 629	2 797 979	3 281 461
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE Comptes Annuels Réglt 2018-06**Bilan passif**

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	933 500	933 500
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	281 889	281 889
Report à nouveau	-1 254 693	-1 258 002
Excédent ou déficit de l'exercice		3 309
Situation nette (sous-total)	-39 305	-39 305
Subventions d'investissement	44 909	53 509
Total I	5 605	14 204
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		32 849
Total II		32 849
PROVISIONS		
Provisions pour risques	30 750	18 750
Provisions pour charges	141 422	126 438
Total III	172 172	145 188
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	203 922	331 473
Emprunts et dettes financières diverses	883	883
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	15 852	15 852
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	510 502	422 625
Dettes fiscales et sociales	901 953	1 050 623
Autres dettes	85 471	69 974
Produits constatés d'avance	901 619	1 197 790
Total IV	2 620 202	3 089 219
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 797 979	3 281 461
(1) Dont à plus d'un an (a)	75 410	
Dont à moins d'un an (a)	2 528 939	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE Comptes Annuels Réglt 2018-06**Compte de résultat**

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	1 780 260	1 882 796
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	4 666 923	4 585 426
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	13 745	59 531
Utilisation des fonds dédiés	32 849	
Autres produits	49 695	85 273
Total I	6 543 472	6 613 025
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	1 679 286	1 839 281
Impôts, taxes et versements assimilés	235 745	250 230
Salaires et traitements	3 051 075	2 938 481
Charges sociales	1 421 833	1 353 833
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	195 921	131 331
Dotations aux provisions	34 829	82 028
Autres charges	24 319	17 841
Total II	6 643 007	6 613 024
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-99 535	1
PRODUITS FINANCIERS		
Différences positives de change	15 103	875
Total III	15 103	875
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 048	3 001
Total IV	2 048	3 001
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	13 055	-2 126

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE Comptes Annuels Réglt 2018-06**Compte de résultat**

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-86 480	-2 126
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	112 602	68 998
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 599	8 599
Total V	121 202	77 597
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 396	71 953
Sur opérations en capital	3 596	
Total VI	4 992	71 953
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	116 210	5 644
Impôts sur les bénéfices (VIII)	29 730	210
Total des produits (I+III+V)	6 679 778	6 691 497
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 679 778	6 688 188
EXCEDENT OU DEFICIT		3 309

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	81 650	81 650
Total	81 650	81 650
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Comptes Annuels Réglt 2018-06

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 797 979 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de 0 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2024 par les dirigeants de l'association.

Les transactions avec les parties liées ont été réalisées aux conditions normales de marché.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Présentation du CIDJ :

• **Objet social.**

L'association a pour mission de mettre à disposition des jeunes, par tous les moyens appropriés, les informations dont ils souhaitent disposer, dans tous les domaines. Elle vise également à favoriser l'initiative, l'engagement social et la mobilité des jeunes. À cet effet, elle mettra en place ou suscitera la mise en place de structures et de service adaptés à son objet.

• **Activité missions sociales.**

Pour les jeunes : orientation, études, emploi, alternance, job, accès aux droits, mobilité internationale, entrepreneuriat et citoyenneté
Pour le réseau information jeunesse et les professionnels : formation et ressources documentaires

• **Moyens mis en oeuvre.**

Moyens humaines, matériel informatique, entretien, atelier, forum, formation, webinaires

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Mise à disposition des locaux

Aux termes d'une convention passée le 17 Février 1972 entre la ville de Paris et l'Etat, ce dernier a réalisé les équipements sis dans l'enceinte du Centre Sportif Emile Anthoine, 9 rue Jean Rey, 101 quai Branly Paris 15ième. Les équipements réalisés sont devenus propriété de la ville de Paris, par contre les locaux affectés au fonctionnement du CIDJ ont été concédés à l'Etat pour une durée de 30 ans à compter de la date de réception des travaux (27 Juillet 1978). Les dispositions de cette convention ont été prorogées jusqu'au 26 Juillet 2013, par courrier adressé par la Mairie de Paris au CIDJ.

Règles et méthodes comptables

Depuis novembre 2013, une convention d'occupation des locaux a été conclue, à titre gratuit, entre la Mairie de Paris et le CIDJ.
Convention renouvelée le 06/10/2017.

En juillet 2021, le Cidj a déménagé sur 2 sites, le siège administratif est situé au 8 rue Eugène Oudiné à Paris. Le loyer est remboursé par l'Etat sous forme de subvention. En parallèle une convention d'occupation temporaire des locaux a été conclue, à titre gratuit, entre la Mairie de Paris et le CIDJ, pour les nouveaux locaux qui accueille les services au public, place du Louvre.
La valeur locative de ces locaux pour l'année 2022 est de 81.650€.

Application de l'instruction du 15 Septembre 1998 (fiscalité des associations)

Les activités de l'association CIDJ n'entrent pas dans le champ d'application de la fiscalité (impôt société et CET) à l'exception des ventes relevant de :

- La diffusion d'éditeurs
- Les encarts publicitaires

Les recettes émanant de ces opérations ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'administration des impôts.

Modalités d'exercice des droits à déduction en matière de TVA

L'association est en conformité avec les dispositions du décret n° 2007-566 du 30 Avril 2007.

A ce titre, en application de l'article 209 annexe II du CGI, les opérations situées hors champ d'application de la TVA ont été comptabilisées dans des comptes distincts afin de déterminer les droits à déduction.

Les opérations situées hors champ d'application de la TVA sont celles réalisées à titre gratuit (principalement l'accueil, l'information du public, l'animation du réseau Information Jeunesse).

Les opérations entrant dans le champ d'application de la TVA sont celles réalisées à titre onéreux. Elles ont été sectorisées comme suit:

- opérations de publication relevant du régime en faveur de la presse périodique (publication d'Actuel CIDJ)
- autres opérations taxées (librairie, recettes publicitaires)
- opérations exonérées eu égard au caractère non lucratif de l'association (article 209 annexe II CGI et doctrine administrative 3D1722 n°37 et 38).

Les dépenses communes à l'ensemble des activités du CIDJ sont soumises à un coefficient de déduction qui tient compte :

- du rapport entre la masse salariale des activités communes et la totalité de la masse salariale
- du rapport entre le chiffre d'affaires taxé et la totalité du chiffre d'affaires.

Engagements de retraite

Conformément à la recommandation du CNC 2013-02, l'association CIDJ a constitué une provision pour retraite d'un montant de 126 438 €. Le seuil des 250 salariés n'étant pas atteint, l'association a choisi de ne pas appliquer la méthode actuarielle préconisée et d'estimer les engagements en matière de retraite uniquement pour le personnel ayant au moins 60 ans révolus à la date d'établissement des comptes.

Pour 2023, la méthode appliquée consiste donc à calculer la provision retraite au personnel âgée de 60 ans ou plus. Un pourcentage est appliqué à la provision selon la tranche d'âge pour tenir compte du risque de partir à la retraite. Un taux de 100% est appliquée au personnel de 62 ans ou plus, un taux de 66% à 61 ans et 33% à 60 ans.

Pour 2024, la direction a souhaité tenir compte de la réforme d'Emmanuel Macron. L'âge de début de provision est maintenu à 60 ans mais le taux de 100% s'applique au personnel de 64 ans ou plus, 80% à 63 ans, 60% à 62 ans, 40% à 61 ans et 20% à 60 ans.

Application du décret n° 2008-1487 du 30 Décembre 2008

Règles et méthodes comptables

Les honoraires du commissaires aux comptes comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 15 463 € ttc.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs nationale triennale incluant les années 2023 à 2025 a été signée avec la DJEPVA. Elle intègre 1 232 605 € au titre du fonctionnement et 515 974 € au titre du remboursement du loyer.

Pour l'année 2023, une subvention exceptionnelle de 1 000 000 € a été versée en complément pour permettre la poursuite de l'activité et soutenir la pérennisation et la transformation de l'association avec la compensation du déficit prévisionnel à hauteur de 520 049,23 € et 479 950,77 € pour le financement d'actions complémentaires en 2024.

Sur le montant restant 446 217 € ont été affecté à la compensation du déficit de l'année 2024.

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs régionale triennale incluant les années 2023 à 2025 a été signée avec la Drajes. Elle intègre 1 059 566 € au titre du fonctionnement.

L'année 2024 aura été marquée par deux événements majeurs, en sus de l'activité courante de l'association.

D'une part, un projet de déménagement du rez-de-chaussée dans les locaux d'Oudiné s'est concrétisé, visant à réduire le loyer subventionné par la DJEPVA, et réduire les charges locatives supportées par l'association. 43% de la superficie totale a été rendue à l'été 2024.

D'autre part, tout au long de l'année ont été engagé des travaux pour refondre le projet associatif, mobilisant les salariés, le CODIR, le bureau de l'association, et le réseau national IJ. Ces travaux trouveront leur aboutissement en 2025.

En parallèle de ces deux projets, plusieurs mesures de gestion ont été engagées :

- Réduction des charges par la révision de l'ensemble des contrats et dépenses ;
- Développement de nouveaux produits par la mise en place d'opération de jobdating avec des entreprises partenaires ;
- Recouvrement des dettes par un suivi resserré et la sous-traitance à une société de recouvrement concernant les créances IJ Box et Actuel CIDJ.

Perspectives d'avenir - continuité de l'exploitation :

A la suite des travaux engagés en 2024 concernant la refonte du projet associatif, celui-ci est adopté en conseil d'administration du 7 avril 2025, adopté à 12 voix pour, 2 abstentions, et 1 vote contre. Il vise à clarifier le positionnement du CIDJ, préciser ses orientations stratégiques, faire évoluer son modèle socio-économique et repenser ses principes de gouvernance pour mieux maîtriser les risques pesant sur l'association.

Concernant le modèle socio-économique, il comprend un objectif de réduction des charges, par la mise en place d'un plan de départ volontaire, réalisé au cours du 1er semestre 2025, complété si nécessaire par des licenciements fin 2025.

Les perspectives 2025, établies par la Direction, se basent sur des hypothèses qui se veulent réalistes, avec des hypothèses pour évaluer les scénarii possibles. Elles se basent d'une part, sur le souci de réduire les dépenses autant que faire se peut, et d'autre part de maintenir un niveau de ressources constant dans un objectif de pérennisation de l'activité.

La situation de trésorerie est suivie de près mais reste critique. Malgré ces incertitudes sérieuses et significatives, du fait de précédentes décisions de gestion (souscription d'un PGE en 2020, investissements sur fonds propres majoritairement), nous restons convaincus que l'activité de l'association reste assurée si les efforts engagés sont poursuivis et les partenaires du CIDJ mobilisés dans sa pérennité.

Autres éléments significatifs

L'effectif moyen est de 65,70 ETP salariés pour l'année 2024 dont :

36,60 cadres
29,10 non-cadres

A noter le CIDJ se retrouvent avec plus de cadres que de non-cadres du fait du passage des assimilés cadres au statut cadres avec la refonte de la convention Eclat.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	256 600			256 600
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	481 183	26 004		499 684
Immobilisations incorporelles	737 783	26 004		756 284
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 558			21 558
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 044 521	9 461	4 413	1 049 569
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	602 794	15 414	3 455	614 754
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	73 856	29 543		103 399
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 742 730	54 418	7 869	1 789 279
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	7 593			7 593
Immobilisations financières	7 593			7 593
ACTIF IMMOBILISE	2 488 105	80 421	7 869	2 553 156

Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles - logiciels : amortissements sur une durée de 1 à 5 ans

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE Comptes Annuels Réglt 2018-06**Notes sur le bilan****Amortissements des immobilisations**

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	256 600			256 600
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	363 456	64 417	7 502	420 371
Immobilisations incorporelles	620 056	64 417	7 502	676 971
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	955 659	19 109	817	973 951
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	535 615	30 173		562 334
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 491 274	49 282	817	1 536 285
ACTIF IMMOBILISE	2 111 330	113 699	8 319	2 213 256

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 065 934 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	4 152		4 152
Autres	3 441		3 441
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	532 926	532 926	
Autres	1 363 607	1 363 607	
Charges constatées d'avance	161 809	161 809	
Total	2 065 934	2 058 341	7 593
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
SUBV.ETAT A RECEVOIR	1 179 109
Total	1 179 109

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	4 152			4 152
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières		82 221		82 221
Total	4 152	82 221		86 373
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		82 221		
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	933 500				933 500
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	281 889				281 889
Report à Nouveau	-1 258 002	3 309			-1 254 693
Excédent ou déficit de l'exercice	3 309	-3 309			
Situation nette	-39 305				-39 305
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	53 509			8 599	44 909
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	14 204			8 599	5 605

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	18 750	12 000			30 750
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	126 438	22 829	7 845		141 422
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	145 188	34 829	7 845		172 172
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		34 829	7 845		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 604 350 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	203 922	128 512	75 410	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	883	883		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	510 502	510 502		
Dettes fiscales et sociales	901 953	901 953		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	85 471	85 471		
Produits constatés d'avance	901 619	901 619		
Total	2 604 350	2 528 939	75 410	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	127 551			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACTURES A RECEVOIR	110 624
CONGES PAYES ET F.C. CDD	294 462
CHARGES C.P. ET IND.F.C.CDD	170 796
DIVERS CHARGES A PAYER	1 312
Total	577 194

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONST. D AVANCE	161 809		
Total	161 809		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PROD.CONSTATES D AVANCE	901 619		
Total	901 619		

ASSOCIATION CENTRE INFORM. DOC.JEUNESSE Comptes Annuels Réglt 2018-06**Notes sur le compte de résultat****Chiffre d'affaires et ressources****Répartition par secteur d'activité**

Secteur d'activité	31/12/2024
ABT ACTUEL CIDJ - 2.10%	601 796
ABT ACTUEL CIDJ - EX	23 931
ACTUEL WEB	791 638
FICHES ACTUEL -	
GUIDE SQR	23 560
KITS CLASSEURS TVA	6 107
KITS CLASSEURS EXO	682
RECETTES PUB.	196 064
FORMATION CATALOGUE EXO	22 896
PACK FORMATION 2024	34 500
PREST. DIVERSES - 20 %	44 374
PREST.DIVERSES - EX	30 963
RFECETTES PUB EXO	3 600
Autres produits activités annexes	150
TOTAL	1 780 260

Répartition par marché géographique

	31/12/2024
Ressources France	1 780 260
TOTAL	1 780 260

Charges et produits d'exploitation et financiers**Rémunération des commissaires aux comptes**

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 13 142 Euro

Honoraires des autres services : 2 320 Euro

Subventions d'exploitation

Notes sur le compte de résultat

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	229 200	3 036 450	377 000		687 057	4 666 923
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					8 599	8 599
						4 675 523

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Présidente de l'association - non rémunérée
Directrice Générale - salariée - rémunérée par le CIDJ
Directrice des Ressources Humaines, de l'Administration et des Finances – salariée - rémunérée par le CIDJ

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
DFRIP IDF LAICI	3 000	3 000		3 000			
INCUBATEUR	26 849	26 849		26 849			
DFRIP IDF LAICI	3 000	3 000		3 000			
Total	32 849	32 849		32 849			